

Accord professionnel
SANITAIRE, SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL
(ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À BUT NON LUCRATIF)

AVENANT N° 1 DU 23 AVRIL 2015
À L'ACCORD DU 23 AVRIL 2015
RELATIF À LA MISE À DISPOSITION DE SALARIÉS
AUPRÈS D'UNE ORGANISATION SYNDICALE
NOR : ASET1550762M

Entre :

L'UNIFED,

D'une part, et

La fédération SUD santé sociaux ;

La FSS CFDT ;

La FSAS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Répartition du nombre de représentants

Conformément à l'article 3 de l'accord du 23 avril 2015 de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale privée à but non lucratif relatif à la mise à disposition de salariés auprès d'une organisation syndicale et au vu de l'arrêté de représentativité du 27 décembre 2013 en cours de validité à la date de signature du présent avenant, le nombre de représentants de salariés pouvant être mis à disposition d'une fédération syndicale est fixé comme suit :

- Fédération des services de santé et services sociaux CFDT :
 - 10 ETP dans le secteur sanitaire ;
 - 10 ETP dans le secteur social et médico-social.
- Fédération CFTC santé et sociaux :
 - 1,5 ETP dans le secteur sanitaire ;
 - 1,5 ETP dans le secteur social et médico-social.
- Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC :
 - 1 ETP dans le secteur sanitaire ;
 - 1 ETP dans le secteur social et médico-social.

- Fédération santé et action sociale CGT :
 - 9 ETP dans le secteur sanitaire ;
 - 9 ETP dans le secteur social et médico-social.
- Force ouvrière :
 - 4 ETP pour la fédération des personnels des services publics et des services de santé Force ouvrière ;
 - 4 ETP pour la fédération nationale de l'action sociale Force ouvrière.
- Fédération SUD santé sociaux :
 - 2,5 ETP dans le secteur sanitaire ;
 - 2,5 ETP dans le secteur social et médico-social.

Article 2

Formalités de dépôt et de publicité

Le présent avenant n° 1 à l'accord du 23 avril 2015 fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 3

Agrément

Le présent avenant n° 1 à l'accord du 23 avril 2015 est présenté à l'agrément dans les conditions fixées à l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4

Extension

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent avenant n° 1 à l'accord du 23 avril 2015 en vue de les rendre accessibles à toutes entreprises, établissements et services concernés par le champ d'application.

Article 5

Date d'effet

Il est expressément convenu que l'entrée en vigueur du présent avenant n° 1 à l'accord du 23 avril 2015 est suspendue à la double condition de l'obtention de son agrément ministériel, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles, et de son extension. Il prendra effet, après son agrément et son extension, au premier jour du mois civil qui suit la publication au *Journal officiel* du dernier des arrêtés évoqués ci-dessus.

Les partenaires sociaux considèrent, par souci de cohérence et d'unicité, que cette condition suspensive s'appliquera à toutes les entreprises et à tous les établissements de la branche indépendamment du secteur d'activité concerné, social, médico-social ou sanitaire.

Il n'apparaît, en effet, pas envisageable aux partenaires sociaux de permettre que l'avenant n° 1 à l'accord du 23 avril 2015 relatif à la mise à disposition de salariés auprès d'une organisation syndicale puisse s'appliquer dans les différentes entreprises et établissements relevant de la même branche de manière différée ou décalée dans le temps, voire ne s'appliquer que dans certaines entreprises ou dans certains établissements en cas de refus définitif d'agrément.

Fais à Paris, le 23 avril 2015.

(Suivent les signatures.)